

Burundi : Le pouvoir dit "oui" à la délocalisation du "dialogue politique"

@rib News, 18/11/2015 - Source Xinhua La délocalisation du processus du dialogue politique inter-burundais importe peu, a laissé entendre mercredi à Bujumbura le deuxième vice-président de la République du Burundi, Joseph Butore (photo). Lors d'un point de presse à l'issue d'une audience accordée à Mme Dawn Liberi ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique au Burundi, M. Butore a fait remarquer que sur ce dialogue politique inter-burundais récemment relancé par le gouvernement, les partenaires techniques et financiers (PTF) insistent toujours sur l'inclusivité et la délocalisation de ce processus politique.

Le 17 octobre dernier, le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union Africaine (UA), dans une réunion consacrée à la crise politico-sécuritaire qui secoue le Burundi depuis fin avril 2015, a recommandé la reprise du dialogue politico-sécuritaire inter-burundais, en terre neutre pouvant rassurer tous les protagonistes au conflit politique. Dans ce cadre, le CPS de l'UA avait suggéré que Kampala (capitale ougandaise) ou Addis-Abeba (capitale éthiopienne et siège de l'UA), puisse abriter les pourparlers de paix inter-burundais sous l'égide de Yoweri Kaguta Museveni, chef d'Etat ougandais et facilitateur désigné le 6 juillet à Dar-Es-Salaam par le 3^e sommet de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE/EAC) sur la crise burundaise. "Certes, nous disons oui à la délocalisation, mais il faut penser aux effectifs qui seraient concernés par ce dialogue et à d'autres aspects", a insisté le vice-président Butore, ajoutant que "délocaliser complètement un processus politique, ça engage des coûts supplémentaires. Mais, ce qui compte pour le plus pour nous, c'est que ce soit un dialogue qui serait centré sur la vérité". M. Butore en a profité pour demander à l'ambassadrice Liberi, de plaider pour que le Burundi puisse être remis sur la liste des pays africains bénéficiaires des avantages préférentiels au plan commercial lorsqu'ils acheminent les marchandises sur le marché américain. Il a ajouté que Mme Liberi a promis d'approcher qui de droit, pour analyser les voies et moyens d'enclencher les discussions en 2016 entre la partie burundaise et la partie américaine afin que le Burundi puisse se retrouver sur cette liste et "cesse de toujours subir d'isolation et d'exclusivité".